

Mémoire dans le cadre des consultations prébudgétaires de 2020

International Boreal Conservation Campaign

Recommandations

Recommandation 1 : Que le budget de 2020 comprenne du financement destiné aux dirigeants autochtones qui luttent contre les changements climatiques, notamment pour les initiatives de gardiens autochtones.

Recommandation 2 : Que le budget de 2020 comprenne des investissements soutenus à long terme pour accélérer le rythme du processus de création des aires de protection et de conservation autochtones (APCA) et des autres mesures de conservation en vue de maintenir et de protéger les réservoirs de carbone de la région boréale et d'appuyer les dirigeants autochtones dans leurs efforts de conservation.

Recommandation 3 : Que le budget de 2020 investisse dans des activités visant à s'assurer que le système national de comptabilisation du carbone reflète fidèlement la situation de la forêt boréale.

Recommandation 4 : Que le budget de 2020 prévoie un investissement dans les pratiques qui maintiennent l'intégrité des réserves de carbone de la forêt boréale, y compris, éventuellement, des stratégies de gestion des incendies dans les écosystèmes boréaux en partenariat avec les gardiens autochtones.

Résumé

En plus d'offrir un habitat à des espèces emblématiques comme le caribou des bois et jusqu'à trois milliards d'oiseaux chanteurs, de sauvagines et d'oiseaux de rivage, les vastes forêts boréales, terres humides et tourbières du Canada recèlent des quantités extraordinaires de carbone. La protection de ces réservoirs à l'aide d'aires protégées et d'autres mesures de conservation permettrait d'atténuer le risque que le carbone soit libéré dans l'atmosphère, ce qui constitue un élément crucial de toute stratégie à long terme de lutte contre les changements climatiques.

La forêt boréale canadienne est également le milieu de vie de centaines de collectivités autochtones qui ont un rôle vital à jouer dans la mise en œuvre de stratégies d'intervention en matière de changements climatiques, conformément à leurs droits, à leurs titres et à leurs responsabilités en matière de gestion des terres.

On décrit, dans le présent mémoire, les mesures que le Canada pourrait prendre pour intégrer plus efficacement la conservation de la forêt boréale et le leadership autochtone dans les efforts déployés pour lutter contre les changements climatiques. On y recommande notamment que le gouvernement fédéral investisse davantage dans les initiatives de gardiens autochtones et dans les efforts visant à accélérer la création d'aires protégées en partenariat avec les collectivités autochtones.

Introduction

L'International Boreal Conservation Campaign (IBCC) est une coalition de peuples autochtones, d'agents de protection de la nature, de scientifiques, de gens d'affaires et de leaders de la communauté qui partagent une vision commune en ce qui concerne la protection et le maintien des valeurs naturelles, culturelles et économiques de la région boréale pour les générations futures. L'IBCC, qui a été créée par The Pew Charitable Trusts, est aujourd'hui le fruit d'un partenariat avec Pew, Ducks Unlimited Incorporated, Canards Illimités Canada, l'Indigenous Leadership Initiative et la Boreal Songbird Initiative.

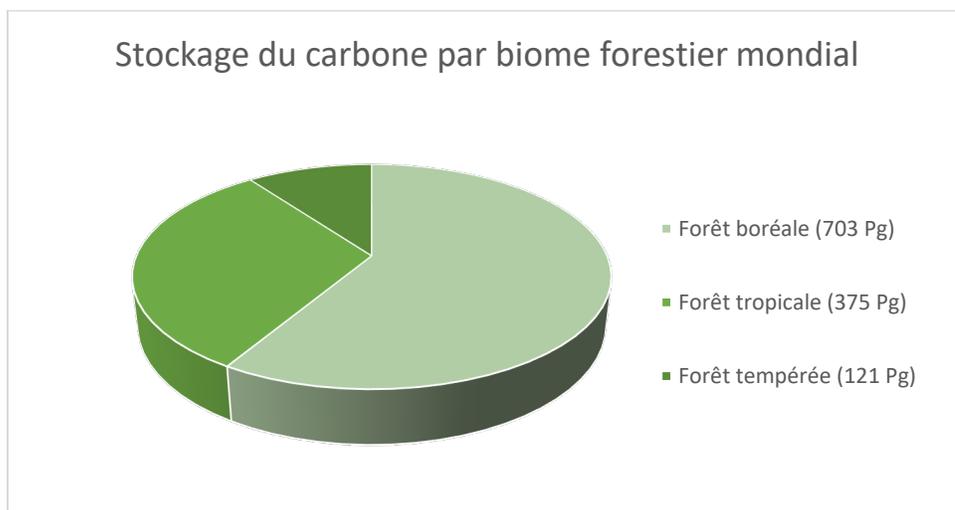
La mission de l'IBCC s'appuie sur un cadre commun, envisagé dans la *Vision pour la conservation de la forêt boréale du Canada*. Elle reconnaît les valeurs écologiques et culturelles uniques de la forêt boréale, dont son rôle de stockage du carbone, qui est essentiel pour la planète. La *Vision* exige des efforts ambitieux de la part de tous les gouvernements pour accroître la conservation de la région en protégeant au moins la moitié de la forêt boréale, tout en assurant un développement durable de pointe pour l'autre moitié.

L'IBCC présente ce mémoire pour souligner l'extrême pertinence de la forêt boréale canadienne dans la stratégie climatique du Canada et la transition vers une économie à faibles émissions de carbone.

Contexte

- 1. La région boréale mondiale est le plus grand réservoir terrestre de carbone au monde.**

Selon un rapport de 2009¹ approuvé par l'International Boreal Conservation Science Panel, la superficie mondiale de la forêt boréale contient plus de carbone que toute autre région dans le monde, soit probablement deux ou trois fois plus de carbone que dans les forêts tropicales.



La région boréale du Canada constitue une partie importante de ce réservoir mondial. Selon des estimations scientifiques prudentes des réserves totales de carbone dans la région boréale canadienne, il y aurait au moins 71,4 milliards de tonnes de carbone dans les écosystèmes forestiers et au moins 136,7 milliards de tonnes dans les écosystèmes des tourbières et des milieux humides. De nombreux scientifiques sont d'avis que le volume réel de carbone dans la région de la forêt boréale canadienne pourrait être deux ou trois fois plus élevé que les estimations actuelles.

Cette estimation prudente (208 milliards de tonnes de carbone) équivaut à environ 500 ans d'émissions annuelles de carbone provenant de la consommation de combustibles fossiles cumulées au Canada.

2. Les milieux humides et les tourbières de la forêt boréale nordique peuvent jouer un rôle clé dans l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ces changements.

Seule la partie sud de la région boréale du Canada est considérée par les gouvernements comme faisant partie de ce qu'on appelle la « forêt boréale sous aménagement ». Cette zone, dont une grande partie a été affectée à la foresterie commerciale et à d'autres utilisations industrielles, est généralement considérée comme un puits de carbone net à long terme, même si elle peut passer du statut de puits de carbone net à celui de source de carbone net dans quelques années en raison des vastes zones touchées par des incendies.

Les parties septentrionales de l'écosystème boréal sont, dans certaines régions, dominées par des tourbières et des marais, où sont stockés au moins deux fois plus de carbone que dans les écosystèmes forestiers. Une grande partie de ces régions nordiques est recouverte de pergélisol, sous lequel se trouvent souvent de vastes réserves de carbone.

¹ Matt Carlson, Jeff Wells et Dina Roberts, *The Carbon the World Forgot*, Canadian Boreal Initiative et Boreal Songbird Initiative, 2009 (en anglais seulement).

Les milieux humides boréaux remplissent une fonction essentielle en matière de changements climatiques en offrant une résilience indispensable aux inondations et aux sécheresses extrêmes et en contribuant à la suppression des incendies, ce qui aide à protéger d'importants réservoirs de carbone de la région.

L'écosystème boréal, qui est la forêt la plus intacte de la planète, présente également un potentiel exceptionnellement élevé d'accueil des plantes et des animaux forcés de migrer vers le nord en raison des changements climatiques, de même que d'adaptation et de survie des populations saines et résilientes d'animaux et de plantes de la région.

3. Une gestion et un aménagement inadéquats de cette ressource essentielle pourraient miner les efforts de réduction des émissions au Canada.

Il existe de nombreuses façons de libérer le carbone de la région boréale du Canada : l'aménagement de routes, la construction de lignes sismiques, l'exploitation minière, l'exploitation forestière, l'hydroélectricité et d'autres changements dans l'utilisation des sols.

Lorsqu'ils sont perturbés ou asséchés, les tourbières et les marais sont sujets à des émissions importantes de gaz à effet de serre (GES). Le drainage d'un hectare de tourbière boréale, par exemple, libère environ 5 877 tonnes d'équivalents en CO₂. Inversement, les changements du débit de l'eau dans les tourbières et les marais, qui augmentent la profondeur de la nappe phréatique, peuvent augmenter les émissions de méthane, l'un des plus puissants GES.

Il existe un certain nombre de pratiques exemplaires en aménagement (pour la construction de routes, la planification foncière, la remise en état des routes, des profils sismiques et des pipelines, etc.) qui peuvent minimiser ou atténuer les répercussions des changements climatiques dans la région boréale.

Toutefois, les pratiques actuelles de comptabilisation du carbone ne permettent pas de suivre les stocks de carbone ou les émissions potentielles de carbone provenant des nouveaux aménagements de la région boréale. Or, cela menace l'efficacité des stratégies d'intervention climatique du Canada et la transition vers une économie à faibles émissions de carbone.

4. Étant aux premières loges de nombreux impacts climatiques et jouant un rôle de décideurs dans l'ensemble de la région boréale, les peuples autochtones ont un rôle crucial à jouer dans la gestion de ces réserves de carbone. Les initiatives de gardiens autochtones peuvent jouer un rôle vital pour appuyer ces efforts.

La lutte contre les changements climatiques dans la forêt boréale et ailleurs au Canada doit être menée et dirigée en partenariat avec les peuples autochtones, conformément à leurs droits, titres et responsabilités en matière de gestion des terres.

Les peuples autochtones du Canada régissent et gèrent les terres et les eaux de leurs territoires ancestraux depuis des temps immémoriaux. La reconnaissance et le soutien des peuples autochtones à titre de chefs de file en matière de gestion et de protection des terres peuvent jouer un rôle important dans une véritable réconciliation entre les peuples autochtones et non autochtones.

Les gardiens autochtones sont une manifestation éloquent de cette démarche, puisqu'ils aident à prendre soin de la terre. Misant à la fois sur leurs connaissances traditionnelles et la science occidentale, ils sont « les yeux et les oreilles » de leur collectivité. Ils surveillent l'état de santé écologique (y compris les impacts des changements climatiques), conservent les sites culturels, protègent les zones sensibles et contribuent aux décisions d'aménagement.

Il y a actuellement plus de 40 initiatives de gardiens autochtones en place dans le pays. Le budget de 2017 prévoyait 25 millions de dollars pour un projet pilote visant à étendre ce modèle. La création d'un réseau national de gardiens autochtones est également en cours en vue de soutenir le travail découlant des initiatives existantes et de donner les moyens à davantage de collectivités de concevoir et de lancer leur propre programme.

Le financement de ces initiatives représente une occasion unique de promouvoir la résilience climatique, la conservation de la biodiversité et la réconciliation avec les peuples autochtones, tout en offrant une certitude à l'industrie, ainsi que des possibilités de croissance économique durable.

5. Les aires de protection et de conservation autochtones de la région boréale du Canada peuvent jouer un rôle vital dans la conservation des réservoirs de carbone et la contribution à la résilience climatique.

De nombreuses collectivités autochtones sont également désireuses de créer des APCA régies et gérées par des gardiens autochtones. Bon nombre des celles proposées dans la région boréale se trouvent dans des régions très riches en carbone.

Dans le cadre des efforts déployés par le Canada pour respecter ses engagements internationaux en matière de biodiversité, y compris l'objectif de protéger 17 % de ses terres et de ses eaux d'ici 2020, le budget de 2018 dévoilait un investissement historique dans la conservation de la nature, dont le fonds du défi de 175 millions de dollars pour financer la création d'APCA et d'autres mesures de conservation partout au pays.

Bien que ces investissements aient un potentiel considérable de progression de la conservation et de la résilience climatique de la région boréale, ils ne sont qu'à court terme et ne prévoient pas de financement pour les gardiens autochtones responsables de la gérance à long terme des aires protégées nouvellement créées. Une situation qui risque de freiner les progrès en vue de l'atteinte des objectifs du gouvernement pour 2020 et du respect de ses engagements internationaux futurs à long terme en matière de biodiversité.

6. Les gardiens autochtones peuvent également jouer un rôle de premier plan dans d'autres activités de lutte contre les changements climatiques.

Bien que les estimations varient et demeurent incertaines, des experts affirment que les feux de forêt représentent jusqu'à 20 % des émissions mondiales totales de gaz à effet de serre. Ce pourcentage, qui ne cesse d'augmenter, pourrait atteindre 30 % dans les décennies à venir. Pourtant, les règles mondiales actuelles en matière de comptabilisation du carbone font comme si les émissions provenant des feux de forêt au Canada n'existaient pas, même si elles représentent en moyenne près de 25 % des contributions totales du Canada à la crise mondiale du carbone. De plus, s'attaquer à la menace croissante des feux de forêt au Canada peut être un moyen rentable de réduire de façon très concrète les émissions du Canada. D'autres recherches sont nécessaires pour formuler et mettre en œuvre des politiques pour s'attaquer à

l'incidence des feux de forêt sur les émissions de carbone, mais les gardiens autochtones pourraient jouer un rôle déterminant dans cet effort.

Les feux de forêt ont toujours fait partie intégrante de l'écologie de la plupart des forêts du Canada, y compris dans la région boréale. Cependant, la fréquence et l'intensité des incendies dans les forêts canadiennes augmentent depuis plusieurs années, en grande partie en raison de l'exacerbation des effets des changements climatiques dans les hautes latitudes. Par conséquent, l'impact modeste de la croissance des arbres sur la séquestration du carbone dans les forêts canadiennes « sous aménagement » a été bouleversé, faisant des arbres une source de carbone net plutôt qu'un réservoir.

Depuis des décennies, les politiques canadiennes de lutte contre les feux de forêt adoptent, pour des raisons écologiques et économiques, une approche de triage. Les efforts de lutte contre les incendies sont donc concentrés dans les zones les plus près des communautés et des infrastructures, ou dans les zones forestières commerciales, permettant ainsi à des incendies isolés de brûler de façon effrénée. Or, les incendies dans les régions éloignées ont tendance à être plus étendus et responsables de la majorité des émissions de carbone. Poussés par des températures exceptionnellement chaudes et des sécheresses plus fréquentes, ces incendies semblent maintenant dépasser leur portée et leur comportement habituels. Les raisons écologiques qui justifient de laisser brûler ces feux éloignés ne sont peut-être plus valables.

De plus, même si la lutte contre ces incendies isolés nécessitait des investissements publics accrus, la prévention des émissions de carbone qui en résulterait pourrait être l'un des moyens les plus rentables de limiter la contribution du Canada à la crise climatique mondiale. Si, après une analyse plus approfondie, cette approche et ses investissements connexes semblaient justifiés, les gardiens autochtones (en particulier ceux qui ont déjà reçu une formation en intervention contre les feux de forêt) pourraient former une partie essentielle de la main-d'œuvre nécessaire.

Recommandations

1. Que le budget de 2020 comprenne du financement destiné aux dirigeants autochtones qui luttent contre les changements climatiques, notamment pour les initiatives de gardiens autochtones.
2. Que le budget de 2020 comprenne des investissements soutenus à long terme pour accélérer le rythme du processus de création des aires de protection et de conservation autochtones (APCA) et des autres mesures de conservation en vue de maintenir et de protéger les réservoirs de carbone de la région boréale et d'appuyer les dirigeants autochtones dans leurs efforts de conservation.
3. Que le budget de 2020 investisse dans des activités visant à faire en sorte que le système national de comptabilisation du carbone représente fidèlement la situation de la forêt boréale.
4. Que le budget de 2020 prévoie un investissement dans les pratiques qui maintiennent l'intégrité des réserves de carbone de la forêt boréale, y compris, éventuellement, des stratégies de gestion des incendies dans les écosystèmes boréaux en partenariat avec les gardiens autochtones.